

Analyse

## **Total en Birmanie : le tabou ébranlé. Entre aveux, demi et contre-vérités**

En deux mois, les généraux font de leur pays un champ de ruines

dimanche 11 avril 2021, par [CHRISTOPHE Francis](#) (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2021).

**Depuis le putsch des généraux birmans le 1<sup>er</sup> février dernier, aucun responsable politique français, aucun élu n'a prononcé à propos du drame que vit la Birmanie, le mot tabou : Total. Il est pourtant de notoriété publique que le groupe pétrolier, en propre, et par son pilotage du consortium exploitant le gisement offshore de Yadana et acheminant le gaz en Thaïlande, est la « moneyline », la perfusion indispensable à la survie financière de la junte birmane. Il s'agit, tous flux confondus, d'environ 500 millions de dollars par an, selon des sources spécialisées consultées par Asialyst. Aux États-Unis, le congrès examine en ce moment le cas de Chevron, le principal partenaire de Total en Birmanie. L'omerta française a, elle, été rompue ce dimanche 4 avril par Patrick Pouyanné, le PDG de Total.**

Sommaire

- [Montage financier opaque](#)
- [En deux mois, les généraux](#)

Dans une tribune au *Journal du dimanche*, intitulée « Pourquoi Total reste en Birmanie », Patrick Pouyanné se lance dans un exposé entaché de demi et de contre-vérités. À cela viennent s'ajouter deux troublants aveux du PDG de Total : « Devons-nous arrêter de payer les impôts et taxes à l'État birman ? Avant toute chose, il faut savoir que ne pas payer ses impôts et taxes est un crime selon le droit local et que si nous ne le faisons pas, par exemple en mettant les 4 millions de dollars d'impôts et taxes mensuels sur un compte séquestre comme nous l'avons envisagé, nous exposerions les responsables de notre filiale au risque d'être arrêtés et emprisonnés. » À la mi-mars, Total entretenait 17 expatriés en Birmanie, qui sont désormais considérés par leur patron comme des quasi-otages, car le « droit local », auquel se réfère Patrick Pouyanné, est dramatiquement éloigné de l'État de droit.



*Parmi les manifestants birmans à Kanbaw le 12 février 2021, des salariés du programme économique et social que Total est si fier de financer dans la zone de son gazoduc. Ils réclament l'interruption des financements aux généraux auteurs du coup d'État du 1<sup>er</sup> février. Ils sont*

nombreux à participer au Mouvement de désobéissance civile (CDM), pourchassé par la junte.  
(Source : [Compte Facebook de Dawei Watch](#))

Quant aux 4 millions de dollars non versés en raison de la paralysie du système bancaire birman, c'est reconnaître le montant dérisoire des revenus gaziers destinés au circuit officiel dans le pays, approximativement 10 % du total. Verser l'équivalent à des ONG humanitaires, ce que préconise le PDG de Total, est inconvenant. Seules les ONG contrôlées par l'armée peuvent éventuellement fonctionner. Les animateurs d'ONG humanitaires birmanes sont soit morts, soit blessés, prisonniers ou en fuite.

## **Montage financier opaque**

Selon les experts consultés par Asialyst, chaque mois ce sont environ 45 millions dollars qui abondent un petit nombre de comptes bancaires dans deux banques singapouriennes, comptes « dont les ayant droits se comptent sur les doigts d'une seule main ».

« Mais si ce système bancaire venait à être rétabli, poursuit Patrick Pouyanné, pour mettre fin à cette source de revenus, il nous faudrait en réalité mettre fin à la production du gaz. D'ailleurs, l'essentiel des revenus revenant à l'État de Birmanie vient de l'exportation du gaz et est versé, non pas par Total, mais par la société thaïlandaise PTT qui achète ce gaz. » Il s'agit là d'une demi-vérité. En effet, le client du gaz birman exporté est thaïlandais, mais c'est l'Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT) qui règle mensuellement sa consommation, non pas à l'État birman, mais au Moattama Gas Transportation Company (MGTC), consortium dont Total est l'actionnaire majoritaire aux côtés de l'américain UNOCAL (racheté par Chevron), la PTTEP thaïlandaise, et la Myanmar Oil and gas Enterprise (MOGE).

Cette structure complexe est suffisamment opaque pour que le gouvernement civil dirigé par Aung San Suu Kyi n'ait pas réussi à en démêler l'écheveau avant le putsch. Le coup d'État aurait aussi été motivé par la crainte de la haute hiérarchie militaire d'une prise en main des circuits gaziers par le futur gouvernement issu des élections du 8 novembre. Selon des sources australiennes, l'arrestation et le maintien en détention *incommunicado* du professeur australien Sean Turnell, conseiller économique d'Aung San Suu Kyi, serait lié à ce dossier explosif.

Le 2 avril, la position de Total en Birmanie a été affaiblie par l'annonce du pétrolier malaisien Petronas, opérateur du champ gazier offshore Yetagun (voisin de celui de Total) de l'interruption de sa production pour cas de force majeure. Ont été avancées des raisons techniques, mais il n'est pas exclu que le putsch ait accéléré la coupure de gaz.

## **En deux mois, les généraux font de leur pays un champ de ruines**

La coupure de la quasi-totalité des réseaux internet - la téléphonie mobile est interrompue depuis la mi-mars - ne tarit pas totalement les flux d'informations, car nombreux sont les résistants au putsch à s'y être préparés.

De vieilles technologies, entre autres des radio-pirates sur bande FM, diffusent dans les grands centres urbains, et visent particulièrement les militaires et leurs familles. Cet auditoire est considéré comme prioritaire car « gavé par la propagande officielle tellement éloignée de la réalité ». Faire basculer dans la dissidence ou la désertion un maximum de militaires et de policiers est un objectif affiché. Ce qui n'est visiblement pas sans effet sur la haute hiérarchie, qui, par la gravité des menaces qu'elle profère, prend ce risque au sérieux.

Les témoignages sont multiples sur les équipes médicales opérant sans relâche des blessés dans des cliniques clandestines : les blessés et soignants n'en réchappent pas en cas de découverte par ce que les Birmans appellent depuis deux mois les « forces terroristes » - l'armée et la police. L'armée birmane, la Tatmadaw, célébrée en grand apparat dimanche 28 mars [1], est rebaptisée « Bon Yan Thu », « l'ennemi commun ».

Des quartiers entiers de Rangoun et de Mandalay vivent dans la terreur permanente. Des bandes de soldats se mettent à tirer dans les maisons sans raison apparente. Dans de nombreuses villes sont signalés des cas de pillages et de violences diverses, de tirs sans sommation à balles réelles ou encore des tir au lance-roquettes sur ambulance.

Dans un rapport publié la semaine dernière, l'International Crisis Group (ICG) énumère les signes factuels du naufrage probable de la Birmanie. Il ne s'agit pas ici de guerre civile, mais de guerre contre les civils.

L'activité économique, dont l'arrêt alarmait la Banque mondiale il y a deux semaines, ne va pas vers la reprise. Des cheminots grévistes ont été battus, arrêtés, chassés de leur logement social et parfois contraints sous la menace d'un pistolet de conduire quelques locomotives diesel non entretenues depuis deux mois, pour tirer des wagons de troupes et d'armements vers les zones frontières où des combats reprennent.

Le transport routier n'est pas plus fiable que le ferroviaire. La paralysie des ports laisse planer l'incertitude sur les approvisionnements vitaux, comme les carburants. Les stocks militaires ne sont pas inépuisables, ce qui n'empêche pas l'armée de l'air birmane d'effectuer des raids quotidiens - les premiers depuis 20 ans - dans l'est du pays. Cette zone est tenue par la Karen National Union (KNU), en conflit avec l'armée birmane depuis 1948. Là se sont réfugiés des milliers de civils chassés par la terreur que font régner les généraux putschistes partout où ils déploient leurs troupes.

Malgré les réticences des autorités des deux pays, des milliers de réfugiés passent démunis, affamés, en détresse, les frontières de l'Inde à l'Ouest et de la Thaïlande à l'Est. Leur flot va grossissant d'heure en heure.

## **Francis Christophe**

---

### **P.-S.**

- Asialyst ; 5 avril 2021 : <https://asialyst.com/fr/2021/04/05/total-birmanie-tabou-ebranle/>
- Francis Christophe. Ancien journaliste à l'AFP et de Bakchich, ancien enquêteur pour l'Observatoire Géopolitique des Drogues, de Bakchich, Christophe est journaliste indépendant. Auteur du livre « Birmanie, la dictature du Pavot » (Picquier, 1998), il est passionné par les « trous noirs de l'information ». La Birmanie fut, de 1962 à 1988 le pays répondant le mieux à cette définition. Aucune information ne sortait de cette dictature militaire autarcique, archaïque, guerroyant contre ses minorités, clamant sans le désert sa marche sur la voie birmane vers le socialisme.
- Soutenez-nous !

Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

[Faire un don](#)

---

## Notes

[1] <https://asialyst.com/fr/2021/03/29/birmanie-generaux-paradent-apres-avoir-ordonner-tirer-pour-tuer/>